

Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse et Haute-Vienne
Site de Guéret
Cité administrative - Bâtiment B1
17 place Bonnyaud
23000 Guéret

Guéret, le 21 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EVOLIS 23

Les Grandes Fougères
23300 Noth

Références : 2025-03-21 UID232025-024r georisques
Code AIOT : 0006004459

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2025 dans l'établissement EVOLIS 23 implanté ZA Route de Marsac 23210 Bénévent-l'Abbaye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVOLIS 23
- ZA Route de Marsac 23210 Bénévent-l'Abbaye
- Code AIOT : 0006004459
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le syndicat EVOLIS 23 exploite l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) de Bénévent l'Abbaye, autorisée par l'arrêté préfectoral du 27 avril 2008, et ce, pour une durée d'exploitation fixée à 20 ans. L'installation est attenante à la déchetterie. Les apports proviennent en grande majorité de la déchetterie même si celle-ci est accessible aux professionnels.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Clôture - accès	Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 2.1 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Propreté	Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 2.3 de l'annexe I	Demande d'action corrective	3 mois
5	Progression de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 2.6 de l'annexe I	Demande d'action corrective	1 mois
10	Registre déchets	Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 3.10 de l'annexe I	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activité annuelle	Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 5	Sans objet
4	Plan de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 2.5 de l'annexe I	Sans objet
6	Affichage	Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 2.7 de l'annexe I	Sans objet
7	Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 2.9 de l'annexe I	Sans objet
8	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 3.1 de l'annexe I	Sans objet
9	Contrôle des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 3.8 de l'annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités ont été constatées et sont à régulariser suivant les délais indiqués dans le compte-rendu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activité annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 5
Thème(s) : Situation administrative, -
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire un rapport annuellement au Préfet sur les types et quantités de déchets admis et les éventuels effets néfastes constatés ainsi que sur les mesures prises pour y remédier, À cette fin, l'exploitant adresse chaque année au Préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 7 novembre 2005 susvisé avant le 1er avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site, L'exploitant adresse copie de sa déclaration au maire de la commune où est située l'installation.
Constats : La déclaration GEREPE est effectuée annuellement. Il y a lieu de réaliser celle-ci concernant l'année 2024 sans délai.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Clôture - accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 2.1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : L'installation de stockage disposera d'une clôture permettant d'éviter toute intrusion. L'accès principal sera effectué par un portail dont l'ouverture ne sera possible que durant la présence du gardien (horaires d'ouverture au public). En dehors de ces horaires, il sera fermé à clef.
Constats : Présence d'une clôture autour du site hormis le long de la bordure ouest. Celle-ci sera à finaliser dans un délai maximal de trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 2.3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les inconvénients pouvant résulter de l'installation de stockage, notamment : les émissions de poussières et la dispersion de déchets par envol. L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage. Le SIERS s'attachera à ne pas laisser de surface décapée nue, afin de limiter au maximum l'envol de poussières en période ventée.
Constats : Le site est maintenu propre. Les abords de l'alvéole et du bassin de décantation sont nettoyés. Toutefois, il y a lieu de procéder au curage du bassin dans un délai maximal de trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 2.5 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets.
Constats : Un plan d'exploitation est mis à jour périodiquement (en dernier lieu en février 2025).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Progression de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 2.6 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : L'exploitation est réalisée de façon continue étant donné que le site ne comporte qu'une seule alvéole d'enfouissement. La superficie de l'alvéole étant très faible, la superficie en cours d'exploitation soumise aux intempéries sera donc très limitée. Toutefois, le réaménagement de l'alvéole sera réalisé de façon concomitante à l'exploitation.
Constats : Le réaménagement de l'alvéole se fait concomitamment à la progression de son exploitation. Toutefois, il y a lieu de procéder à un remblayage de l'alvéole par les déchets présents dans un délai maximal d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 2.7 de l'annexe I
Thème(s) : Situation administrative, -
Prescription contrôlée : L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de l'installation un avis énumérant sa raison sociale et son adresse, le numéro et la date de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site, les types de déchets admissibles, les jours et heures d'ouverture s'il s'agit d'une installation collective et la mention "interdiction d'accès à toute personne non autorisée".
Constats : Un affichage est réalisé sur le portail d'accès au site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 2.9 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme annuel de surveillance de ses rejets.
Constats : Une analyse de la qualité des eaux de ruissellement est réalisée annuellement avant rejet au milieu naturel pour les paramètres suivants : MES, DCO, DBO5, COT, HT, indice phénols, Cr6, cyanures, AOX, et pack de 12 métaux. Les résultats de la dernière mesure (14 mars 2024) ne mettent pas en évidence de charge polluante particulière. Une nouvelle campagne d'analyse a été effectuée le 11 mars dernier (résultats non encore disponibles).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 3.1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : Les déchets admissibles dans une installation de stockage de déchets inertes sont énumérés à l'article 2 du présent arrêté. Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc. peuvent également être admis dans l'installation. Sont concernés par ces dispositions les déchets désignés par les rubriques 17 01 01 "bétons", 17 01 02 "briques", 17 01 03 "tuiles et céramiques" et 07 01 07 "mélange de béton, briques, tuiles et céramiques".
Constats : Les déchets admis sont classés suivant la nomenclature déchets, et appartiennent à la liste mentionnée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral. Il n'a pas été constaté la présence de déchets interdits.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 3.8 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. Le déversement direct dans une alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.
Constats : Les déchets proviennent uniquement de la déchetterie attenante exploitée par EVOLIS 23. Un document préalable d'admission est établi mentionnant la quantité, l'origine et le type de déchets. Un contrôle visuel est réalisé afin de vérifier l'absence de déchets non inertes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2008, article 3.10 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique.
Constats : Le registre déchets mentionne la quantité, l'origine et le type de déchets. Toutefois, le code déchets est à ajouter.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours